

La relative bonne santé de l'économie française

D'après l'Insee, le produit intérieur brut progresserait de 0,4 % au premier et au deuxième trimestre 2019

L'inertie a ses vertus. A la peine quand la croissance mondiale accélérerait il y a quatre ans, la France devrait, en 2019, mieux résister que les autres au ralentissement général.

D'après l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), le produit intérieur brut (PIB) progresserait de 0,4 % au premier et au deuxième trimestre. Un rythme légèrement supérieur à celui de la zone euro et qui porte l'acquis de croissance pour la première partie de l'année à 1,1 %. A en croire les projections établies par la Banque de France, le résultat final pourrait ainsi avoisiner les 1,4 %.

A quoi cette relative bonne santé de l'économie tricolore tient-elle? Comme pendant les crises de 2008 et 2013, les raisons sont doubles.

Soutien à la consommation

D'abord, le pays est moins exposé que ses grands voisins aux aléas du commerce mondial. C'est handicapant quand les échanges explosent, mais plutôt à l'avantage de l'Hexagone lorsque la machine se grippe. Or, comme le rappelle l'Insee dans sa note de conjoncture du 19 mars, «*l'environnement international s'est singulièrement assombri*» ces derniers mois. Montée des droits de douane, essoufflement chinois, inflation galopante dans

les pays émergents, Brexit aux contours flous... Pour des pays dont la richesse dépend massivement des exports, comme l'Allemagne ou les Pays-Bas, la potion s'annonce amère.

La croissance outre-Rhin, déjà malmenée par les mauvaises performances du secteur automobile, ne dépasserait pas 0,7 %, selon les prévisionnistes. L'Italie, entrée en récession fin 2018, demeurerait quant à elle dans le rouge au premier trimestre, en attendant la montée en puissance du revenu de citoyeneté, censé redonner quelques marges de manœuvre aux ménages transalpins.

Dans ce contexte européen pour le moins chahuté, la France

Le pouvoir d'achat, qui s'était repris en fin d'année, devrait croître de 1,8 % au premier semestre

peut compter sur un second atout: la consommation, soutenue par les mesures en faveur du pouvoir d'achat annoncées par le président de la République Emmanuel Macron en décembre 2018, devrait reprendre

quelques couleurs en début d'année. Elle croîtrait, nous dit l'Insee, de 0,5 % au premier trimestre et de 0,4 % au deuxième. Un rebond « technique » après plus d'un an de faiblesse, mais un rebond tout de même.

Indicateurs bien orientés

C'est une bonne nouvelle. Car la consommation représente à peu près 55 % du PIB français et son atonie avait entravé la dynamique de l'économie en 2018. Les ménages, inquiets pour leur pouvoir d'achat, avaient alors préféré mettre de l'argent de côté. Leur confiance, au plus haut à la mi-2017, avait plongé tout au long de 2018, avant de sombrer pour de bon en

novembre, quand a éclaté le mouvement des « gilets jaunes ». Les manifestations du samedi ne se sont pas beaucoup calmées, mais force est de constater que le moral, depuis le mois de janvier, est meilleur.

Même si les données globales masquent d'importantes disparités individuelles, le pouvoir d'achat, qui s'était repris en fin d'année, devrait croître de 1,8 % au premier semestre. Une progression facilitée par le versement de la prime exceptionnelle, l'augmentation modérée de l'inflation (+ 1 % attendue en juin) et le rythme des créations d'emplois. D'après l'Insee, 85 000 nouveaux postes verraient le jour d'ici à l'été. Le taux de chômage, lui, continuerait à baisser, pour atteindre 8,7 % de la population active à la mi-année.

Même si les performances n'ont rien d'éblouissant, la plupart des indicateurs sont, pour le moment, bien orientés. L'investissement des entreprises, qui avait tiré la croissance en 2017 et en 2018, conserverait une cadence soutenue à 0,7 % et 0,8 % au premier et au deuxième trimestres.

Seul l'investissement des ménages (qui recouvre la demande en logements neufs), très morose depuis le printemps 2018, se replierait encore nettement. Un bémol qui ne devrait pas empêcher la France de « tirer, au moins ponctuellement, son épingle du jeu », selon l'Insee. ■

Le moteur allemand tourne au ralenti

À L'EXCEPTION DE LA RÉCESSION de 2009, cela ne s'était pas produit depuis 2005. Cette année, l'économie française devrait croître plus vite que celle de l'Allemagne, d'après les prévisions des grands instituts de conjoncture. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) table ainsi sur un produit intérieur brut (PIB) en hausse de 1,3 % dans l'Hexagone, contre 0,7 % outre-Rhin. Jeudi 14 mars, la Banque de France a établi à 1,4 % sa prévision de croissance pour 2019. Le même jour, l'institut muniçois Ifo a abaissé la sienne de 1,1 % à 0,6 % pour l'économie germanique...

Qu'arrive-t-il donc au puissant modèle allemand? «*En 2019, l'industrie ne jouera guère son rôle de moteur économique*»,

résume Timo Wollmershaeuser, de l'Ifo. En cause: les incertitudes liées aux tensions commerciales ainsi qu'une demande mondiale plus faible, du fait du ralentissement chinois. En outre, la production dans le secteur automobile a souffert de l'introduction de nouvelles normes antipollution, en septembre 2018. Or les exportations pèsent près de la moitié du PIB de nos voisins, contre 30 % du PIB français.

Cependant, il n'y a guère de raison de s'en réjouir: le trou d'air traversé par l'Allemagne, première économie d'Europe, va peser sur l'ensemble de ses partenaires. Cette année, le PIB de la zone euro ne devrait à peine dépasser les 1 %, prévoit l'OCDE. Loin des 1,8 % enregistrés

en 2018. Au bord de la récession, l'Italie sera particulièrement affectée: 12,5 % des exportations de la péninsule vont vers l'Allemagne, son premier client devant la France (10,3 %).

Concurrence dans l'automobile

Grâce à la légère baisse de la fiscalité et à la hausse des dépenses publiques mises en œuvre par Berlin cette année, la croissance devrait rebondir en 2020 outre-Rhin, assurent les économistes de l'Ifo. Tout en soulignant que le taux de chômage historiquement bas (3,2 % en janvier) continue de soutenir les salaires et la consommation des ménages.

Néanmoins, tous ne partagent pas leur optimisme. «*L'Allemagne risque de deve-*

nir l'un des pays affichant durablement l'une des croissances les plus basses de la zone euro, estime Patrick Artus, de chez Natixis. Et ce, car la demande mondiale pour les produits industriels s'affaiblit structurellement, tandis que celle pour les services augmente.»

Fondé sur l'exportation de produits industriels, le modèle allemand sera donc fragilisé ces prochaines années s'il ne se réinvente pas très rapidement, prévient-il. D'autant que la production automobile, son fleuron, est de plus en plus concurrencée par la montée en puissance de la Chine, déjà en position de monopole dans la fabrication de batteries électriques. ■

MARIE CHARREL

ÉLISE BARTHET